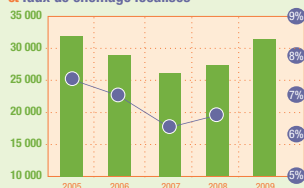
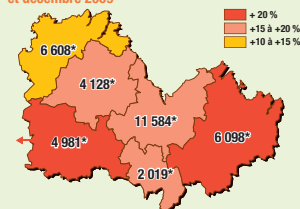


Demandeurs d'emploi inscrits au 31 décembre (données brutes, Catégories A, B, C) et Taux de chômage localisés



Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - DIRECCTE

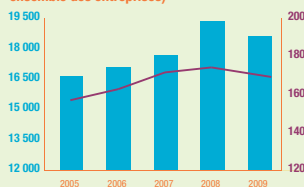
Variation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois par pays entre décembre 2008 et décembre 2009



*Nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi par pays.

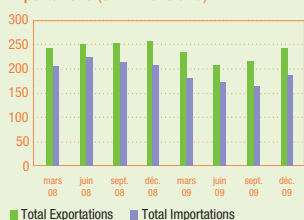
Source : Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - DIRECCTE

Chiffres d'affaires et investissements des entreprises (en millions d'€ constants ensemble des entreprises)



Source : Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP

Exportations (en millions d'€)



Source : Direction Régionale des Douanes

Chômage : 31.380 demandeurs d'emploi au 31/12/2009

Avec +15% de chômeurs en un an, soit plus de 4.000 costarmoricains supplémentaires à la recherche d'un emploi, le département est sensiblement moins touché qu'aux niveaux régional (+19,2%) et national (+18,3%). Cette augmentation varie sensiblement d'un pays à l'autre (de +15% pour le Pays du Trégor Goëlo à +22,8 % pour le Centre Ouest Bretagne). Les mesures de chômage partiel ont contenu la progression des licenciements mais les ruptures conventionnelles de CDI ont nettement progressé au cours du 4^{ème} trimestre.

Emploi : 1.860 emplois salariés du secteur privé ont disparu en 2009

Le secteur industriel a été le plus touché (-950 emplois, soit -3,7%). Cependant, on note au 4^{ème} trimestre un ralentissement de la dégradation dans l'ensemble des secteurs, et même une reprise au niveau de l'emploi tertiaire (+700 emplois).

RSA : une montée en puissance

En fin d'année, 10.431 personnes percevaient le Revenu de Solidarité Active, dont près de 60% le RSA-socle (ex RMI-API). A terme, 35.000 costarmoricains devraient bénéficier du dispositif entré en vigueur le 1^{er} juin 2009.

Entreprises : - 6.2% de chiffres d'affaires et -4.2% d'investissements

Entre 2008 et 2009, les montants des chiffres d'affaires et des investissements réalisés ont reculé. Les crédits à l'équipement des entreprises et entrepreneurs individuels se sont par contre bien tenus.

Créations d'entreprises : les auto-entrepreneurs font grimper le chiffre

3.859 entreprises ont été créées en 2009 en Côtes d'Armor, chiffre en hausse de 75% par rapport à 2008. Cette augmentation résulte de la progression significative du nombre d'auto-entrepreneurs qui masque en réalité une baisse des créations d'entreprises relevant des autres régimes.

Constructions : un repli important

Le nombre de permis de construire de logements, en recul depuis 3 ans, enregistre en 2009 un repli particulièrement important (-32,6%). La construction de bâtiments professionnels suit la même tendance : -27% sur l'année, -60% par rapport à la moyenne quinquennale.

Solde commercial : une bonne tenue en 2009

En 2009, les entreprises costarmoricaines ont exporté pour près d'un milliard d'€ de marchandises (produits agricoles, agroalimentaires, pharmaceutiques...). Bien qu'en recul de 10% par rapport à 2008, les exportations demeurent excédentaires de 195 millions d'€ par rapport aux importations.

Consommation des ménages : un recul au 4^{ème} trimestre 2009

En 2009, le montant de TVA collectée est en repli de 1,3%. Alors que la consommation des ménages s'était maintenue au cours des 9 premiers mois, le 4^{ème} trimestre enregistre un recul de 11% par rapport à 2008. Les encours de crédits à la consommation et à l'habitat des particuliers ont continué de progresser. L'augmentation des crédits à la consommation, constatée au dernier trimestre 2009, est liée aux achats de voitures neuves. Les immatriculations des véhicules d'entreprises ont baissé de 14%. L'épargne des particuliers est, quant à elle, restée à un niveau élevé tout au long de l'année.

Tourisme : une saison épargnée

Malgré la conjoncture, le taux d'occupation hôtelier a progressé de 1,3 point, les séjours des touristes français ayant compensé, en partie, le repli de la clientèle étrangère. Le bilan "consommation" fait apparaître une baisse des dépenses dans la restauration mais une hausse de la fréquentation des équipements de loisirs, fêtes et animations.

CÔTES D'ARMOR conjoncture les chiffres

	au 31/12/2009	au 31/12/2008	Variation N/N-1	Moyenne quinquennale	Ecart moyenne quinquennale
MARCHE DU TRAVAIL					
Demandeurs d'emploi - données brutes-catégories A, B, C	31 380	27 320	14,9%	29 128	7,7%
Demandeurs d'emploi - données CVS-catégories A, B, C	30 500	26 600	14,7%		
Part des chômeurs inscrits depuis plus d'un an	32,7%	30,6%	2,1 pts	35,0%	-2,3 pts
Part des moins de 25 ans	19,4%	19,0%	0,4 pt	18,3%	1,1 pt
Part des plus de 50 ans	17,2%	17,0%	0,2 pt	17,4%	-0,2 pt
Part des femmes	52,9%	55,3%	2,4 pts	55,8%	-2,9 pts
Taux de chômage localisé Côtes d'Armor	nd	6,5%			
Taux de chômage localisé Bretagne	nd	6,6%			
Taux de chômage localisé France	nd	7,8%			
PRECARITE					
Allocataires du RSA (CAF et MSA)	10 431				
	au 30/06/2009	au 30/06/2008	Variation N/N-1	Moyenne quinquennale	Ecart moyenne quinquennale
Intérim (données brutes)	5 775	6 558	-11,9%	6 570	-12,1%
	2009	2008	Variation N/N-1	Moyenne quinquennale	Ecart moyenne quinquennale
ACTIVITE DES ENTREPRISES					
Chiffre d'affaires, dossiers gérés par la DSF (millions d'euros constants 1998)	14 883	15 880	-6,3%		
Créations d'entreprises	3 859	2 209	74,7%	2 452	57,4%
Investissement, dossiers gérés par la DSF (millions d'euros constants 1998)	153	160	-4,3%		
Dépôts de bilan et redressements judiciaires	572	393	45,5%	362	57,8%
Exportations (en milliers d'euros)	900 952	1 001 290	-10,0%		
Importations (en milliers d'euros)	705 199	848 355	-16,9%		
Crédits à l'équipement des entreprises (base 100 mars 2002)	141,9	137,6	4,3 pts	131,6	10,3 pts
CONSOMMATION DES MENAGES					
TVA collectée, données gérées par la DSF (millions d'euros constants)	504	511	-1,4%	505	-0,2%
Encours crédits à la consommation (base 100 mars 2002)	121,4	119,9	1,5 pt	117	4,4 pts
Encours crédits à l'habitat (base 100 mars 2002)	224,0	215,8	8,2 pts	196	28 pts
Immatriculations de voitures particulières neuves	19 742	16 050	23,0%	16 023	23,2%

	au 31/12/2009	au 31/12/2008	Variation N/N-1	Moyenne quinquennale	Ecart moyenne quinquennale
EMPLOI SALARIE données CVS					
Total industrie	24 585	25 536	-3,7%	25 256	-2,7%
Total construction	14 440	14 761	-2,2%	14 417	0,2%
Total tertiaire	77 541	78 131	-0,8%	77 429	0,1%
Total emploi salarié	116 720	118 581	-1,6%	117 253	-0,5%
	2009	2008	Variation N/N-1	Moyenne quinquennale	Ecart moyenne quinquennale
EXPORTATIONS (en milliers d'euros)					
Agriculture et pêche	103 278	101 742	1,5%		
Agroalimentaire	462 014	452 646	2,1%		
Produits métallurgiques et métalliques	33 583	79 075	-57,5%		
Produits pharmaceutiques	53 453	54 932	-2,7%		
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	34 637	50 620	-31,6%		
Produits en caoutchouc, plastiques, produits miniers	31 309	36 759	-14,8%		
CONSTRUCTION					
Logements autorisés (nombre logements)	3 990	5 919	-32,6%	6 736	-40,8%
Logements commencés (nombre logements) de mars à décembre	2 726	3 851	-29,2%	4 218	-35,4%
Locaux professionnels autorisés (surface)	277 711	382 893	-27,5%	694 536	-60,0%
Locaux professionnels commencés (surface) de mars à décembre	227 560	394 513	-42,3%	485 646	-53,1%
Consommation de BPE (en milliers de m ³)	478 528	587 255	-18,5%	569 225	-15,9%
AGRICULTURE / PECHE					
Livraisons de lait (milliers d'hl)	11 666	12 563	-7,1%	11 941	-2,3%
Abattages gros bovins (en têtes)	237 019	211 813	11,9%	202 697	16,9%
Abattages veaux (en têtes)	80 004	90 201	-11,3%	88 361	-9,5%
Abattages porcins (en têtes)	4 564 504	4 464 860	2,2%	4 265 294	7,0%
Abattages de poulets (en milliers)	32 252	31 422	2,6%	30 989	4,1%
Abattages de dindes (en milliers)	7 836	8 337	-6,0%	8 286	-5,4%
Pêche ventes en criées (en tonnes)	18 925	20 294	-6,7%	21 749	-13,0%
Pêche ventes en criées (en milliers d'euros)	47 938	52 299	-8,3%	52 927	-9,4%
TOURISME					
Taux de fréquentation hôtelier (mai à septembre)	63,9%	62,6%	1,3 pt	65%	-1,1 pt

territoires

2015 Bretagne Grande Vitesse (BGV)¹

➔ Le nombre de villes bretonnes desservies par le TGV et le nombre d'allers-retours avec Paris ont augmenté sensiblement² : de 7,2 en 1997, le nombre de voyageurs est passé à 10 millions en 2007 (+36%), Rennes, qui concentre la moitié du trafic régional, ayant bénéficié de la croissance la plus forte (3,6 à 4,9 millions)³.

Un trafic en forte hausse

En 2015, au terme de la réalisation du programme BGV en cours (liaison Le Mans-Rennes à grande vitesse), la région sera desservie dans des conditions meilleures encore. Deux allers-retours supplémentaires vers Paris sont prévus dans les 8 principales agglomérations bretonnes (dont St-Brieuc et Guingamp). La gare rennaise, dont l'aire d'influence couvre déjà plus d'1/3 de la région, deviendra, plus encore qu'elle ne l'est actuellement, un nœud d'accès direct à d'autres agglomérations (Lyon, Marseille, Lille, Roissy-Charles de Gaulle, Strasbourg...). La SNCF prévoit une augmentation de plus de 40% du trafic voyageurs en Bretagne à horizon 2020 (14 millions de passagers)⁴.

La réduction des temps de trajet entre les gares bretonnes et Montparnasse explique pour l'essentiel cette forte progression du trafic. En dehors de Brest et Quimper, qui, en l'état actuel

du projet BGV, resteraient à plus de 3 heures de la capitale (3h20), tout en gagnant pratiquement 1 heure par rapport à la situation actuelle, les autres villes passeront sous la barre des 2 heures (Rennes 1h27) ou s'en rapprocheront (St-Brieuc 2h10, Saint-Malo 2h15, Vannes 2h20).

Quel impact ?

Des entretiens et enquêtes qui ont été réalisés par les agences bretonnes, il ressort que certains secteurs d'activités sont beaucoup plus concernés par l'offre BGV (grands groupes, recherche, enseignement, tourisme, culture...) et devraient développer leurs échanges avec l'Île-de-France sans que cela ne constitue, a priori, un risque de transfert d'activités.

Certaines craintes ont également été exprimées telles une délocalisation possible d'entreprises ou de centres de décisions des régions et villes moyennes vers les agglomérations bretonnes les mieux desservies, une dépendance « intellectuelle » et décisionnelle plus forte vis-à-vis de la région parisienne (navettes quotidiennes ou régulières de dirigeants, cadres, enseignants, chercheurs...) ou, encore, la suppression de certains arrêts pour gagner quelques minutes supplémentaires entre Rennes et la pointe bretonne.

La nécessité d'anticiper

Concernant l'optimisation économique de BGV, les premières propositions faites portent à la fois sur la nécessité de développer, à proximité des gares ou dans les quartiers urbains concernés, une offre de locaux tertiaires (salles de réunions, bureaux relais...), de moyens de communication (wifi...), d'hébergement et de restauration, d'information touristique, d'espaces de valorisation des atouts et savoir-faire régionaux...

Quant aux conditions pratiques d'utilisation du TGV, les acteurs économiques rencontrés insistent sur l'adaptation nécessaire des horaires au départ de Bretagne et de Paris (optimisation des journées de travail effectif), les efforts que la SNCF devrait produire au niveau de l'offre tarifaire, l'adaptation des moyens d'accès aux gares et de stationnement (y compris de longue durée), l'amélioration des correspondances et de l'intermodalité entre le TGV et les autres moyens de transport (TER, transports urbains et interurbains régionaux et interrégionaux, ferries...).

L'accessibilité à l'international impose, elle, une augmentation de l'offre TGV en direction des aéroports internationaux (avec, si possible, pré-enregistrement des bagages en gares). L'aménagement

BREVES territoires

Ventes immobilières

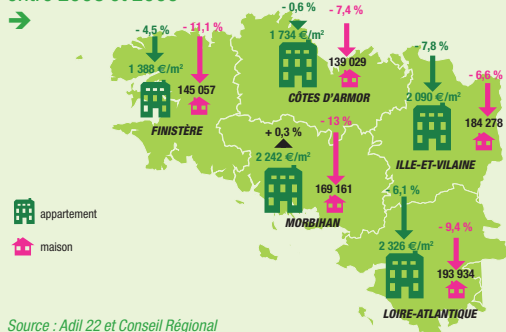
Après avoir diminué en 2008 et jusqu'au début 2009, les prix moyens des logements neufs sont repartis à la hausse.

Les Côtes d'Armor restent un des départements les plus chers de Bretagne pour les appartements en collectif (2.958 € en moyenne le m²) mais sont en retrait par rapport à la moyenne régionale pour les maisons individuelles (164.000 € en moyenne).

Concernant les logements anciens, les prix sont à la baisse, aussi bien pour les appartements (1.734 €/m², -0,6% par rapport à 2008) que pour les maisons (139.029 €, -7,4%).

Les régions littorales et les centres des villes sont les premiers concernés : -16,5% sur la Côte de Granit rose, -7,6% sur St-Brieuc.

Immobilier ancien - Évolution du prix de vente moyen entre 2008 et 2009

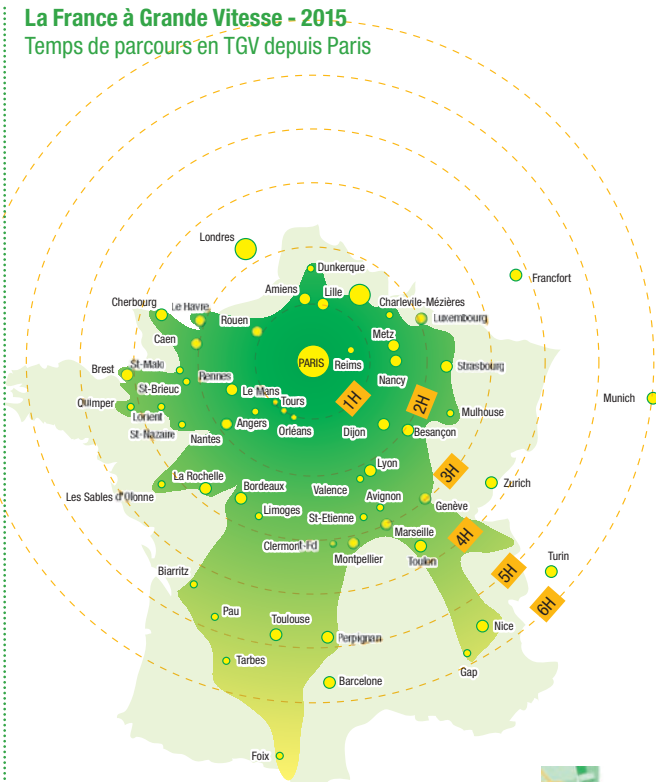


Source : Adil 22 et Conseil Régional des Notaires de Bretagne

du futur aéroport de Notre-Dame-de-la-Lande pose la question de sa connexion avec le réseau BGV mais aussi celle de la concurrence entre les différents modes de transport et le devenir de certaines plates-formes aéroportuaires bretonnes. Le projet BGV 2015 impose sans doute une réflexion concomitante sur une nouvelle stratégie aéroportuaire en Bretagne⁵.

La France à Grande Vitesse - 2015 Temps de parcours en TGV depuis Paris

- 1) Première synthèse d'une étude en cours commandée par le Conseil Régional de Bretagne à Côtes d'Armor Développement et aux agences d'urbanisme de Rennes (AUDIAR), Lorient (AUDELOR) et Brest (ADEUPA) qui se prolongera jusque fin 2010.
- 2) 18 villes bretonnes sont desservies en 2010 contre seulement 8 en 1992. Au cours de la même période, le nombre d'allers-retours supplémentaires vers Paris varie de 3 à 6 selon les gares. Nombre d'allers-retours TGV dans les gares des Côtes d'Armor en 2010 : St-Brieuc 9 (5 en 1992), Guingamp 8 (3), Lamballe 3 (0), Plouaret 2 (0), Lannion 1 chaque week-end (0)
- 3) Evolution du trafic passagers en Gare de St-Brieuc : 476.000 voyageurs en 1997, 548.000 en 2007 (+15%).
- 4) Prédiction de trafic passagers en 2020 : Rennes 7 millions (+42% par rapport à 2007), St-Brieuc 0,9 millions (+64%).
- 5) Environ 1,5 millions de voyageurs fréquentent chaque année les 8 principaux aéroports bretons. La part du trafic passagers aérien est très inférieure à celle des transports ferroviaires sauf à Quimper, Lorient et surtout Brest (50% des voyageurs), villes bretonnes les plus éloignées de Paris.



Source : RFF - SNCF. Cartographie : CAD22 - AudiAR



Inégal dynamisme démographique des communes

Une typologie des communes des Côtes d'Armor en cinq classes a été obtenue par le croisement de plusieurs variables démographiques issues du recensement de population 2006 (étude CAD22 en cours).

Classe 1 : communes proches des agglomérations, très attractives, croissance démographique parmi les plus fortes du département, population jeune ;

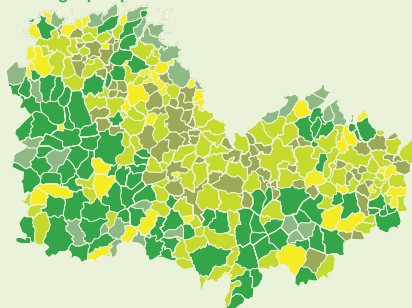
Classe 2 : communes concentrées dans le triangle Lannion-Loudéac-Dinan, population plutôt jeune, excédent naturel élevé, bilan migratoire positif mais faible ;

Classe 3 : population plutôt âgée, excédent migratoire important mais nouveaux résidents plutôt âgés (davantage de retraités qu'en moyenne départementale) ;

Classe 4 : population âgée, communes à fort déficit naturel, baisse du nombre d'habitants atténuée par l'arrivée de nouveaux résidents (essentiellement retraités) ;

Classe 5 : baisse significative de la population depuis trente ans, faible attractivité.

Typologie des communes, indicateurs démographiques



- Classe 1
- Classe 2
- Classe 3
- Classe 4
- Classe 5

Source : Données INSEE (RP), étude en cours CAD22

entreprises

La filière maritime sur le territoire du Goëlo Trégor¹ - Situation 2008

➔ Avec près de 150 entreprises, 530 emplois et un chiffre d'affaires estimé à 37 millions d'€, les activités maritimes constituent un des secteurs économiques les plus dynamiques du Goëlo-Trégor.

La filière pêche

70 navires (150 marins embarqués)², majoritairement de moins de 25 ans (58%) et inférieurs à 12 m, basés dans de nombreux ports de stationnement (cf. carte), pratiquent essentiellement une pêche de proximité par différentes méthodes : drague, chalut, filet, casier, lignes.

2.700 tonnes de produits ont été débarquées en 2008 pour un CA de 6,7 M€³. La Coquille Saint-Jacques représente 56% des volumes et 44% de la valeur des produits déchargés dans les 3 principaux ports du Goëlo-Trégor (Pors-Even, Loguivy-de-la-Mer et Paimpol). Les poissons et crustacés représentent respectivement 23% et 22% de la valeur des produits.

Les 4 entreprises de mareyage et de 1^{ère} transformation emploient 17 salariés au total (8% des emplois en Côtes d'Armor) et réalisent un CA de 3,7 M€ (5% du CA départemental).

La filière plaisance

Le Goëlo-Trégor concentre 3.640 places à échouage et à flot, soit 25% des places disponibles en Côtes d'Armor. Les ¾ des bateaux

font moins de 6 mètres et 68% sont motorisés.

Le développement du tourisme nautique passe obligatoirement par un désengorgement des ports, par la valorisation des mouillages existants, le développement de parcs à bateaux, la création de ports à sec (après Paimpol, un projet de mise en service d'un second port à sec à Tréguier est en cours), la création de nouvelles infrastructures portuaires (3^{ème} bassin à Paimpol) ou, encore, par des extensions de ports (projet à Lézardrieux).

27 entreprises (127 emplois)⁴ sont liées au secteur de la plaisance en Goëlo-Trégor. Elles assurent majoritairement la construction, la réparation, la manutention, l'hivernage et divers services (voilerie, grément, sellerie...).

La filière conchylicole

159 entreprises (dont 42 implantées en Côtes d'Armor) produisent des huîtres et des moules sur le territoire du Goëlo-Trégor. La quasi-totalité de la production d'huîtres creuses du département (11.700 tonnes) y est réalisée. Le quartier maritime de Paimpol est, en effet, le plus grand centre de production de Bretagne Nord (8% de la production nationale). L'élevage sur tables est davantage pratiqué que l'élevage en eau profonde ou sur l'estran.

La commercialisation sur place ne représente que 20% de la production. Environ 70% des concessions sont travaillées par des professionnels d'autres régions qui rapatrient les huîtres une fois élevées et les valorisent dans leurs ateliers d'origine. Une solution, pour éviter cette migration de la production, serait de développer la vente sous appellation locale et de créer une zone maricole sur le secteur de Paimpol.

La production de moules (260 tonnes, 4% de la production départementale) se fait essentiellement sur bouchots situés sur le Sillon du Talbert. Elle est réalisée par 3 ateliers qui produisent également des huîtres creuses.

La filière algues

Les côtes bretonnes, surtout finistériennes, occupent le 1^{er} rang européen pour la production d'algues (70 à 75.000 tonnes par an). Elles sont transformées dans les usines de production d'alginate (Lannilis et Landerneau) ou de séchage et broyage, dont celle de Pleubian.

A partir de ces usines de première transformation, la matière première est à nouveau valorisée par des seconds transformateurs qui mettent sur le marché des actifs (ingrédients issus de procédés de transformation généralement complexes). Ainsi, les algues transformées alimentent un ensemble de filières industrielles :

BRÈVES entreprises

Cédants potentiels d'entreprises artisanales

Au 1^{er} janvier 2009, les Côtes d'Armor comptaient 9.125 entreprises artisanales (+12,6% par rapport à 2008) et 22.081 salariés (+25,4%). En dehors des Pays du Centre Ouest Bretagne et du Centre Bretagne, les territoires costarmoricains ont enregistré une progression conséquente du nombre de salariés depuis 2000 (supérieure à 20%).

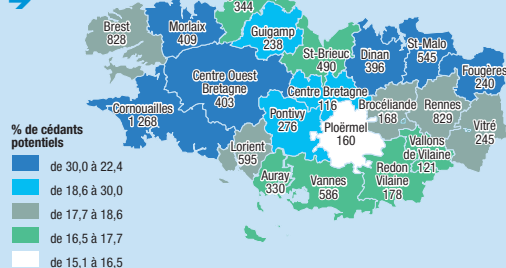
Près de 19% des entreprises artisanales sont dirigées par des chefs d'entreprises âgés de 55 ans ou plus et sont susceptibles d'être transmises dans les 5 ans à venir.

Avec des taux de cédants potentiels relativement moins élevés, les Pays du Trégor Goëlo et de St-Brieuc sont les moins concernés par ces prochaines transmissions d'entreprises.

Le secteur du bâtiment concentre en Côtes d'Armor la majorité des entreprises à transmettre (42%), suivi par les services (26%), la production (20%) et l'alimentation (12%).

Les cessions d'entreprises artisanales intervenues l'an dernier (183 entreprises) ont permis de sauvegarder 641 emplois dans le département.

Entreprises artisanales : nombre et % de "cédants potentiels" par pays dans les 5 ans



Source : Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat de Bretagne

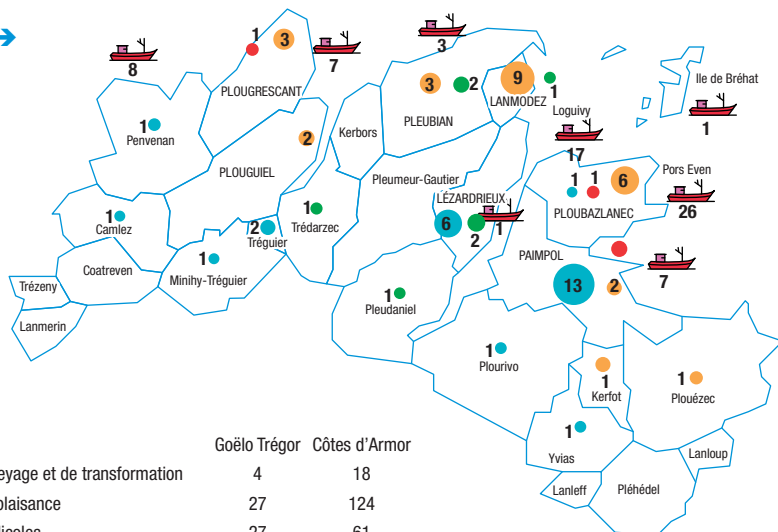
agriculture, pharmacie, cosmétique, compléments alimentaires et, sans doute demain, matériaux (isolant) et énergie.

7 des 11 entreprises costarmoricaines qui œuvrent dans ce domaine sont situées en Goëlo-Trégor. Elles emploient 60 salariés et totalisent un CA de 8,5 M€ (2008).

Le Goëlo-Trégor dispose sur son territoire de ressources et d'un réseau de compétences (de la recherche académique aux entreprises) qui devraient lui permettre de renforcer cette filière, de développer l'algoculture et de construire un véritable pôle de compétence algal.

- 1) Synthèse de l'étude réalisée par Côtes d'Armor Développement dans le cadre de sa mission d'accompagnement à l'élaboration du SCOT du Goëlo-Trégor
- 2) Goëlo-Trégor : 23% de la flotte départementale, 18% des emplois embarqués des Côtes d'Armor
- 3) Côtes d'Armor : 22 000 tonnes toutes espèces confondues, CA de 56,5 M€
- 4) Côtes d'Armor : 124 entreprises, 432 emplois, CA de 54 M€.

Filière maritime en Goëlo Trégor →



Source et cartographie : CAD22 - Armorstat - Février 2010

Emploi des cadres

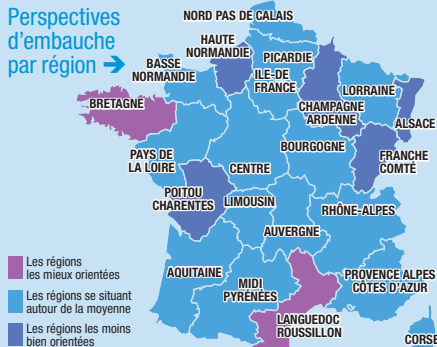
En 2009, l'emploi des cadres a été particulièrement touché en Bretagne. Non seulement les recrutements sont en baisse de 37%, avec 3.600 embauches contre 5.700 en 2008 (France : -28%), mais 220 postes ont été perdus.

Les prévisions pour 2010 portent sur 3.500 embauches (-3%). Malgré cela, la Bretagne reste, avec le Languedoc-Roussillon, la région la mieux orientée, le repli dans les autres régions variant de -4 à -10%.

En Côtes d'Armor, 4% des entreprises prévoient d'embaucher des cadres en 2010 (7% en Bretagne, 8% en France) et 3% pensent en réduire l'effectif (5% en Bretagne, 8% en France).

Seul le secteur des services, qui représente plus de 60% des intentions d'embauche, devrait être relativement épargné. Les cadres informaticiens et commerciaux seraient les plus recherchés.

Perspectives d'embauche par région →



Source : APEC

Les Côtes d'Armor à la loupe



www.armorstat.com

le Centre de ressources socio-économiques des Côtes d'Armor



Statistiques

Accéder à de très nombreuses informations et données actualisées en permanence.



Conjoncture économique

Suivre chaque trimestre l'évolution de la conjoncture économique et sociale en Côtes d'Armor.



Fiches filières

Appréhender rapidement les principaux secteurs d'activités économiques en Côtes d'Armor.



Etudes et publications

Consulter les études et publications de Côtes d'Armor Développement.



Cartes

Analyser spatialement l'information statistique, illustrer vos propres travaux.

ARMORSTAT www.cad22.com Contact : **Thierry CONNAN** (02 96 58 06 61)



AGENCE DÉPARTEMENTALE DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL

Côtes d'Armor Développement

Centre d'Affaires Eleusis 3
1 rue Pierre et Marie Curie
BP 10017 - 22196 Plérin Cedex
Tél : 02 96 58 06 58
Fax 02 96 58 06 50
Site : www.cad22.com



Ce bulletin de conjoncture a été réalisé en collaboration avec :

la Préfecture des Côtes d'Armor, le Conseil Général des Côtes d'Armor, la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, les Directions départementale et régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la Direction départementale des Services fiscaux, la Direction régionale des Douanes, la Direction régionale de l'Équipement, Côtes d'Armor Tourisme, la Caisse d'Allocations familiales, URSSAF, PÔLE EMPLOI BRETAGNE, la Mutualité sociale agricole, la Cellule économique du BTP de Bretagne, la Banque de France, la Chambre de Commerce et d'Industrie, les Tribunaux de St-Brieuc, Saint-Malo et l'INSEE.

Côtes d'Armor Conjoncture • Bulletin semestriel édité par Côtes d'Armor Développement • **Directeur de la publication** : Laurent Queffurus, Directeur de Côtes d'Armor Développement • **Rédaction** : Observatoire de l'Économie et des Territoires - Côtes d'Armor Développement • **Contacts** : Thierry Connan ou Françoise Louargant.

Réalisation : VP Création • **Dépôt légal** : Mars 2010